

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 32 (1995)
Heft: 1203

Buchbesprechung: Les métaphorphoses [i.e. métamorphoses] de la question sociale
[Robert Castel]

Autor: Merrien, F.-Xavier

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 17.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

CRISE DU LIEN SOCIAL

La fin de la société salariale

REPÈRES

Les métaphorhoses de la question sociale, Robert Castel, Paris, Fayard, 1995, 490 p.

Robert Castel, sociologue, directeur d'études à l'EHESS, Paris, était à Lausanne le mercredi 22 février, où il a fait un exposé dans le cadre d'un cycle de conférences sur le thème «Regards sur les mutations sociales contemporaines», à l'Université de Lausanne.

Pendant longtemps, nous avons pensé la question sociale et celle de l'Etat-providence indépendamment de la question du travail et plus précisément de l'avènement de la société salariale.

Le premier mérite de l'ouvrage de Robert Castel est de nous rappeler cette vérité oubliée: l'Etat social a pour condition d'émergence une stabilité des statuts socioprofessionnels. L'invention de la sécurité sociale est inséparable de la naissance et de la généralisation du statut salarial. C'est lui seul qui conditionne cette véritable révolution sociale permettant, même aux plus démunis, de compter sur la protection de l'Etat dans les situations les plus difficiles de leur existence: la maladie, la vieillesse, l'absence de travail. Le salariat est devenu progressivement «la matrice de base de la société moderne», le socle de la cohésion sociale.

C'est cette cohésion qui est aujourd'hui remise en cause au fur et à mesure que l'impératif de compétitivité internationale met à mal les protections sociales, déstabilise et corrode les fondements du salariat et produit une société où l'exclusion n'est plus un état mais un «output» de la machine économique.

Comment se construit l'Etat social

L'histoire de la question sociale, de son surgissement, de sa disparition et de sa résurrection, Robert Castel nous en rend compte en trois étapes majeures: de la tutelle au contrat, puis du contrat au statut, la troisième étape étant la crise actuelle des statuts. A travers ses métamorphoses historiques, le problème social est lié à celui de la cohésion sociale et de son envers, la désaffiliation sociale, terme qui désigne tous ces individus sans attaches, «désencastrés» comme dirait Karl Polanyi, en dehors des rapports de travail et souvent sans liens sociaux: indigents, vagabonds des temps anciens qui précèdent l'avènement du salariat, nouveaux pauvres, SDF des temps modernes.

La question sociale naît lorsque commence à se décomposer l'ordre hiérarchique et interdépendant qui est celui du moyen-âge. Le XIV^{ème} siècle marque selon Robert Castel la rupture et le commencement de la question sociale. Ce qui est en cause, c'est l'apparition d'une population située en dehors des structures économiques de son temps. Robert Castel montre que le développement de la population flottante des campagnes et des grandes villes, auquel Karl Marx avait consacré déjà quelques chapitres inspirés du *Capital*, pose de redoutables problèmes à la société. Les politiques traditionnelles de l'assistance au pauvre, incapable de subvenir à ses besoins, et de la territorialisation des secours sont inopérantes face au développement de cette population de vagabonds, de gens «sans feux ni lieux». La répression impi-

toyable est la solution inventée par les gouvernants de l'époque.

Le nouveau contrat social qui fonde la naissance de la société libérale transforme les données du problème, car de la société libre de toutes entraves ne naît pas l'harmonie sociale, bien au contraire, mais une ère de turbulences. La croissance des classes dangereuses et surtout l'apparition du paupérisme semblent signifier désormais que développement de la richesse et de la pauvreté sont indissolublement liés. Le patronage est inventé pour remédier aux risques engendrés par la question sociale, mais c'est le développement de l'Etat social qui va apporter la réponse la plus satisfaisante: insérer l'ouvrier dans la société, faire du salariat une base de sécurité (sociale) aussi forte que celle qui naissait traditionnellement de la propriété. Désormais, à l'ancienne lutte de classes se substituent des luttes pour le placement et le classement. Les politiques sociales, depuis la III^{ème} République française jusqu'à la sécurité sociale, sont autant d'étapes d'un processus par lequel s'évanouit le spectre de la question sociale. L'Etat social, c'est donc la forme institutionnalisée d'un compromis réussi entre la dynamique du profit capitaliste et la nécessité de la solidarité.

L'exclusion comme avenir possible

L'époque actuelle est celle d'un drame. Le tissu social se déchire au fur et à mesure que les exigences du capitalisme mondial imposent la dérégulation du marché du travail. Le salariat stable (contrat de travail à durée indéterminée), autrefois horizon indépassable de notre temps, devient, peu à peu, une forme certes toujours majoritaire, mais en déclin, du travail salarié (en France, aujourd'hui, 65% des contrats de travail sont à durée indéterminée, contre 80% il y a 20 ans). Le chômage s'étend, les processus de mise à l'écart s'accroissent. L'exclusion cesse d'être un statut pour devenir un avenir possible pour tout un chacun menacé par une onde de choc qui déstabilise statuts professionnels et sociaux et ébranle nos anciens systèmes de sécurité sociale. Le risque de disqualification sociale est inscrit dans les structures d'une société où les places offertes sont moins nombreuses que les postulants. Certes, l'Etat social multiplie ses interventions et fait preuve d'ingéniosité. Mais ni la diversité des politiques d'insertion, ni le développement d'un secteur de travail d'utilité sociale, encore moins l'option «tout libéral» ne sont susceptibles de résoudre les problèmes actuels. C'est dans les nouvelles modalités d'une redistribution du travail et des protections sociales que Robert Castel place ses espoirs. ■

F.-Xavier Merrien

Professeur à l'Université de Lausanne